



RCS : CAEN

Code greffe : 1402

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

## REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de CAEN atteste l'exactitude des informations transmises ci-après**

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2005 B 00485

Numéro SIREN : 483 206 066

Nom ou dénomination : EVAMED

Ce dépôt a été enregistré le 28/06/2013 sous le numéro de dépôt 3402

# EVAMED

**Société par Actions Simplifiée au capital de 150 996 €**

**Siège Social : Immeuble Emergence – 7 rue Alfred Kastler  
14000 CAEN**

**RCS CAEN B 483 206 066**



GERTIFIE CONFORME  
A L'ORIGINAL

## STATUTS

❖ *Mis à jour par l'Assemblée Générale du 14/06/2013*

## **ARTICLE 1 - FORME**

Il existe entre les propriétaires des actions ci-après créées et de toutes celles qui le seraient ultérieurement, une société par actions simplifiée régie par les lois et règlements en vigueur, et par les présents statuts.

Elle fonctionne sous la même forme avec un ou plusieurs associés et ne peut faire appel public à l'épargne.

La société a été constituée sous forme de Société à Responsabilité Limitée par acte sous seing privé en date du 05/07/2005 à CAEN et a été transformée en Société par Actions Simplifiée par Assemblée Générale Extraordinaire du 27/06/2007.

## **ARTICLE 2 - OBJET**

La société a pour objet, en France et à l'étranger :

- Le développement et la commercialisation de solutions destinées à faciliter l'évaluation qualité dans le secteur médical.
- Prestations de services autour de l'évaluation médicale
  - Conception de systèmes d'informations
  - Gestion d'informations médicales
  - Réalisation de bio-statistiques, conseils en études cliniques
- Edition de logiciels à destination du secteur de la santé
- Toute prestation de services destinés au secteur médical
- Toute prestation de conseils en organisation, en systèmes d'information, en stratégie
- Toute édition de logiciel

Toutes opérations industrielles et commerciales se rapportant à :

- la création, l'acquisition, la location, la prise en location-gérance de tous fonds de commerce, la prise à bail, l'installation, l'exploitation de tous établissements, fonds de commerce, usines, ateliers, se rapportant à l'une ou l'autre des activités spécifiées ci-dessus ;

- la prise, l'acquisition, l'exploitation ou la cession de tous procédés, brevets et droits de propriété intellectuelle concernant ces activités ;

- la participation, directe ou indirecte, de la Société dans toutes opérations financières, mobilières ou immobilières ou entreprises commerciales ou industrielles pouvant se rattacher à l'objet social ou à tout objet similaire ou connexe ;

Et généralement, toutes opérations industrielles, commerciales, financières, civiles, mobilières ou immobilières, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou à tout objet similaire ou connexe.

## **ARTICLE 3 - DENOMINATION**

La dénomination sociale est : "EVAMED".

*Statuts MAJ 14/06/2013*

Dans tous les actes et documents émanant de la Société et destinés aux tiers, la dénomination sera précédée ou suivie immédiatement des mots écrits lisiblement "Société par actions simplifiée" ou des initiales "S.A.S." et de l'énonciation du montant du capital social.

#### **ARTICLE 4 - SIEGE SOCIAL**

Le siège social est fixé : Immeuble Emergence – 7 rue Alfred Kastler – 14000 CAEN.

Il peut être transféré en tout endroit en Région Parisienne, Haute ou Basse-Normandie par décision de la collectivité des associés ou par décision du Président qui est habilité à modifier les statuts en conséquence. Toutefois la décision devra être ratifiée par la plus prochaine décision collective des associés.

#### **ARTICLE 5 - DUREE**

La durée de la Société est fixée à quatre-vingt-dix-neuf années à compter de la date de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés, sauf les cas de dissolution anticipée ou de prorogation.

#### **ARTICLE 6 - APPORTS**

1) A la constitution il a été fait les apports suivants :

- par Monsieur Fabien LECLERCQ la somme de 7 200 €
- par Monsieur Sylvain LECLERCQ la somme de 1 800 €

Soit au total la somme de 9 000 €, libérée à hauteur d'un tiers, soit 3 000 € sur un compte ouvert au nom de la Société en formation ainsi qu'en atteste un certificat de ladite banque.

La somme totale versée par les associés a été déposée à un compte ouvert au nom de la Société en formation, ainsi qu'en atteste un certificat de ladite banque.

Le capital social a été intégralement libéré le 18 juin 2007.

2) En date du 27/06/2007, le capital a été augmenté de 29 000 € par incorporation du compte « *Autres Réserves* » à hauteur de ce montant, soit un nouveau capital social de 38 000 €

Aux termes de cette même Assemblée, le nominal des parts a été fixé à 1 € contre 10 € antérieurement, le nombre de parts a été corrélativement modifié, soit 38 000 parts de 1 €.

3) Par Assemblée Générale du 27/06/2007, après transformation de la Société en Société par Actions Simplifiée, il a été procédé à une augmentation de capital de 5 489 € par création de 5 489 actions nouvelles de 1 € émises au prix de 18,25 € l'action, soit avec une prime d'émission de 17,25 € par action. Il en résulte un capital social de 43 489 € réparti en 43 489 actions de 1 €.

Le montant de la prime d'émission a été intégré au capital social de la Société à hauteur de 86 978 € par augmentation du nominal de chaque action. Il en résulte un capital social de 130 467 €.

## **ARTICLE 7 – CAPITAL SOCIAL**

Le capital social est fixé à la somme de CENT CINQUANTE MILLE NEUF CENT QUATRE VINGT SEIZE EUROS (**150 996 €**). Il est divisé en 50 332 actions de 3 €. »

## **ARTICLE 8 - MODIFICATIONS DU CAPITAL SOCIAL**

I - Le capital social peut être augmenté par tous moyens et selon toutes modalités prévues par la loi.

Le capital social est augmenté soit par émission d'actions ordinaires ou d'actions de préférence, soit par majoration du montant nominal des titres de capital existants. Il peut également être augmenté par l'exercice de droits attachés à des valeurs mobilières donnant accès au capital, dans les conditions prévues par la loi.

La collectivité des associés est seule compétente pour décider, sur le rapport du Président, une augmentation de capital immédiate ou à terme. Elle peut déléguer cette compétence au Président dans les conditions fixées à l'article L. 225-129-2 du Code de commerce.

Lorsque la collectivité des associés décide l'augmentation de capital, elle peut déléguer au Président le pouvoir de fixer les modalités de l'émission des titres.

Les associés ont, proportionnellement au montant de leurs actions, un droit de préférence à la souscription des actions de numéraire émises pour réaliser une augmentation de capital, droit auquel ils peuvent renoncer à titre individuel. La collectivité des associés qui décide l'augmentation de capital peut décider, dans les conditions prévues par la loi, de supprimer ce droit préférentiel de souscription.

Si la collectivité des associés ou, en cas de délégation le Président, le décide expressément, les titres de capital non souscrits à titre irréductible sont attribués aux associés qui auront souscrit un nombre de titres supérieur à celui auquel ils pouvaient souscrire à titre préférentiel, proportionnellement aux droits de souscription dont ils disposent et, en tout état de cause, dans la limite de leurs demandes.

Si l'augmentation du capital est réalisée par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission, la collectivité des associés délibère aux conditions de quorum et de majorité prévues pour les décisions ordinaires.

Le droit à l'attribution d'actions nouvelles, à la suite de l'incorporation au capital de réserves, bénéfices ou primes d'émission appartient au nu-proprétaire, sous réserve des droits de l'usufruitier.

II - La réduction du capital est autorisée ou décidée par la collectivité des associés délibérant dans les conditions prévues pour les décisions extraordinaires et ne peut en aucun cas porter atteinte à l'égalité des associés. Les associés peuvent déléguer au Président tous pouvoirs pour la réaliser.

La réduction du capital à un montant inférieur au minimum légal ne peut être décidée que sous la condition suspensive d'une augmentation de capital destinée à amener celui-ci au moins au minimum légal, à moins que la Société ne se transforme en société d'une autre forme n'exigeant pas un capital supérieur au capital social après sa réduction.

A défaut, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la Société. Celle-ci ne peut être prononcée si au jour où le tribunal statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

III - La collectivité des associés délibérant dans les conditions prévues pour les décisions extraordinaires peut également décider d'amortir tout ou partie du capital social et substituer aux

actions de capital des actions de jouissance partiellement ou totalement amorties, le tout en application des articles L. 225-198 et suivants du Code de commerce.

## **ARTICLE 9 - LIBERATION DES ACTIONS**

Lors de la constitution de la Société, les actions de numéraire sont libérées, lors de la souscription, de la moitié au moins de leur valeur nominale.

Lors d'une augmentation de capital, les actions de numéraire sont libérées, lors de la souscription, d'un quart au moins de leur valeur nominale et, le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission.

La libération du surplus doit intervenir en une ou plusieurs fois sur appel du Président, dans le délai de cinq ans à compter de l'immatriculation au Registre du commerce et des sociétés en ce qui concerne le capital initial, et dans le délai de cinq ans à compter du jour où l'opération est devenue définitive en cas d'augmentation de capital.

Les appels de fonds sont portés à la connaissance du ou des souscripteurs quinze jours au moins avant la date fixée pour chaque versement, par lettre recommandée avec accusé de réception, adressée à chaque associé.

Tout retard dans le versement des sommes dues sur le montant non libéré des actions entraîne de plein droit intérêt au taux légal à partir de la date d'exigibilité, sans préjudice de l'action personnelle que la Société peut exercer contre l'associé défaillant et des mesures d'exécution forcée prévues par la loi.

Conformément aux dispositions de l'article 1843-3 du Code civil, lorsqu'il n'a pas été procédé dans un délai légal aux appels de fonds pour réaliser la libération intégrale du capital, tout intéressé peut demander au Président du tribunal statuant en référé soit d'enjoindre sous astreinte aux dirigeants de procéder à ces appels de fonds, soit de désigner un mandataire chargé de procéder à cette formalité.

## **ARTICLE 10 - FORME DES ACTIONS**

Les actions sont obligatoirement nominatives. Elles donnent lieu à une inscription en compte individuel dans les conditions et selon les modalités prévues par la loi et les règlements en vigueur.

Tout associé peut demander à la Société la délivrance d'une attestation d'inscription en compte.

## **ARTICLE 11 - DISPOSITIONS COMMUNES APPLICABLES AUX CESSIONS D' ACTIONS**

### ***Définitions***

Dans le cadre des présents statuts, les soussignés sont convenus des définitions ci-après :

a) Cession : signifie toute opération à titre onéreux ou gratuit entraînant le transfert de la pleine propriété, de la nue-propriété ou de l'usufruit des valeurs mobilières émises par la Société, à savoir : cession, transmission, échange, apport en société, fusion et opération assimilée, cession judiciaire, constitution de trusts, nantissement, liquidation, transmission universelle de patrimoine.

b) Valeur mobilière : signifie les valeurs mobilières émises par la Société donnant accès de façon immédiate ou différée et de quelque manière que ce soit, à l'attribution d'un droit au capital et/ou d'un droit de vote de la Société, ainsi que les bons et droits de souscription et d'attribution attachés à ces valeurs mobilières.

#### ***Modalités de transmission des actions***

La transmission des actions émises par la Société s'opère par un virement de compte à compte sur production d'un ordre de mouvement. Ce mouvement est inscrit sur le registre des mouvements coté et paraphé.

### **ARTICLE 12 – ADMISSION ET RETRAIT DES ASSOCIES**

L'admission ou le retrait des associés signataires du pacte signé en date du 14/06/2007 sera régi par ce dernier qui constitue un complément nécessaire et indissociable des présents statuts dont il est indivisible en raison de son caractère déterminant pour l'ensemble des parties à ce dernier.

Toute cession effectuée par l'un des associés signataire du pacte signé en date du 14/06/2007 en violation de ce dernier sera considérée comme ayant été réalisée en violation d'une clause statutaire et sera sanctionnée par la nullité prévue à l'article L 227-15 du Code de Commerce.

La présente clause ne peut être annulée ou modifiée qu'à l'unanimité des associés.

### **ARTICLE 13 - PREEMPTION**

Les dispositions ci-dessous s'appliquent à toute transmission gratuite ou onéreuse à quelque titre que ce soit, y compris aux adjudications publiques volontaires ou forcées qui ne seraient pas soumises aux dispositions de l'article 12 des présents statuts.

1. Toute cession des actions de la Société même entre associés est soumise au respect du droit de préemption conféré aux associés et ce, dans les conditions ci-après.

2. L'associé cédant notifie au Président et à chacun des associés par lettre recommandée avec demande d'avis de réception son projet de cession mentionnant :

- le nombre d'actions concernées ;
- les informations sur le cessionnaire envisagé : nom, prénoms, adresse et nationalité ou s'il s'agit d'une personne morale dénomination, siège social, numéro RCS, montant et répartition du capital, identité de ses dirigeants sociaux ;
- le prix et les conditions de la cession projetée.

La date de réception de la notification de l'associé cédant fait courir un délai de trois (3) mois, à l'expiration duquel, si les droits de préemption n'ont pas été exercés en totalité sur les actions concernées, le cédant pourra réaliser librement la cession projetée, sous réserve de respecter la procédure d'agrément prévue à l'article 14 des statuts.

3. Chaque associé bénéficie d'un droit de préemption sur les actions faisant l'objet du projet de cession. Ce droit de préemption est exercé par notification au Président dans les deux (2) mois au plus tard de la réception de la notification ci-dessus visée. Cette notification est effectuée par lettre

recommandée avec demande d'avis de réception précisant le nombre d'actions que chaque associé souhaite acquérir.

4. A l'expiration du délai de deux mois prévu au 3 ci-dessus et avant celle du délai de trois mois fixé au 2 ci-dessus, le Président doit notifier à l'associé cédant par lettre recommandée avec demande d'avis de réception les résultats de la préemption.

Si les droits de préemption exercés sont supérieurs au nombre d'actions dont la cession est envisagée, les actions concernées sont réparties par le Président entre les associés qui ont notifié leur volonté d'acquérir au prorata de leur participation au capital de la Société et dans la limite de leurs demandes.

Si les droits de préemption sont inférieurs au nombre d'actions dont la cession est envisagée, les droits de préemption sont réputés n'avoir jamais été exercés et l'associé cédant est libre de réaliser la cession au profit du cessionnaire mentionné dans sa notification, sous réserve de respecter la procédure d'agrément prévue à l'article 14 ci-après.

5. En cas d'exercice du droit de préemption, la cession des actions devra être réalisée dans un délai de 30 jours moyennant le prix mentionné dans la notification de l'associé cédant.

## **ARTICLE 14 - AGREMENT**

1. La demande d'agrément doit être notifiée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée au Président de la Société et indiquant le nombre d'actions dont la cession est envisagée, le prix de la cession, les nom, prénoms, adresse, nationalité de l'acquéreur ou s'il s'agit d'une personne morale, son l'identification complète (dénomination, siège social, numéro RCS, montant et répartition du capital, identité de ses dirigeants sociaux). Cette demande d'agrément est transmise par le Président aux associés.

2. Le Président dispose d'un délai de trois (3) mois à compter de la réception de la demande d'agrément pour faire connaître au cédant la décision de la collectivité des associés. Cette notification est effectuée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. A défaut de réponse dans le délai ci-dessus, l'agrément sera réputé acquis.

3. Les décisions d'agrément ou de refus d'agrément ne sont pas motivées.

4. En cas d'agrément, l'associé cédant peut réaliser librement la cession aux conditions notifiées dans sa demande d'agrément. Le transfert des actions doit être réalisé au plus tard dans les trente (30) jours de la décision d'agrément : à défaut de réalisation du transfert dans ce délai, l'agrément serait frappé de caducité.

5. En cas de refus d'agrément, la Société est tenue dans un délai de un (1) mois à compter de la notification du refus d'agrément, d'acquérir ou de faire acquérir les actions de l'associé cédant par un ou plusieurs tiers agréés selon la procédure ci-dessus prévue.

Si le rachat des actions n'est pas réalisé du fait de la Société dans ce délai d'un (1) mois; l'agrément du ou des cessionnaires est réputé acquis.

En cas d'acquisition des actions par la Société, celle-ci est tenue dans un délai de six (6) mois à compter de l'acquisition de les céder ou de les annuler.

Le prix de rachat des actions par un tiers ou par la Société est déterminé d'un commun accord entre les parties. A défaut d'accord, le prix sera déterminé à dire d'expert, dans les conditions de l'article 1843-4 du Code civil.

## **ARTICLE 15 – SORTIE EN COMMUN**

En cas de cession par un ou plusieurs associés, agissant ensemble ou séparément, de plus de soixante-dix pour cent (70%) du capital de la société, et indépendamment de l'application des dispositions prévues aux articles 13 et 14 ci-dessus, le ou les associés cédants ne pourront céder leurs titres qu'en faisant acquérir par l'acquéreur envisagé simultanément et aux mêmes conditions, la totalité des titres détenus par les autres associés, si ces derniers le désirent.

Toutefois, au cas où le ou les autres associés non cédants n'auraient ni exercés leurs droits de préférence ou de retrait ou de préemption, ni cédés leurs titres au tiers acquéreur, ceux-ci s'obligent à racheter l'intégralité des titres des associés cédants aux conditions offertes par le tiers acquéreur si le tiers acquéreur conditionne l'acquisition des titres des associés cédants à la détention de 100% du capital social.

Chaque associé souhaitant céder ses titres en application du présent article devra en avvertir les associés tenus par l'obligation de rachat, dans un délai de trente (30) jours à compter de la date à laquelle la décision de ceux-ci de ne pas faire valoir leurs droits de retrait, de préférence ou de préemption, ou de ne pas céder leurs titres au tiers acquéreur sera devenue définitive.

Les associés tenus par l'obligation de rachat devront conjointement et non solidairement réaliser la vente moyennant paiement du prix, dans un délai de trois (3) mois de la date de la notification ci-dessus.

La présente clause ne peut être annulée ou modifiée qu'à l'unanimité des associés.

## **ARTICLE 16 - EXCLUSION D'UN ASSOCIE**

### ***Exclusion de plein droit***

L'exclusion de plein droit intervient en cas de dissolution, de redressement ou de liquidation judiciaire d'un associé.

### ***Exclusion facultative***

Cas d'exclusion :

L'exclusion d'un associé peut être également prononcée dans les cas suivants :

- violation des dispositions des présents statuts ;
- exercice direct ou indirect d'une activité concurrente ;
- révocation d'un associé de ses fonctions de mandataire social ;
- condamnation pénale prononcée à l'encontre d'un associé ;

### ***Modalités de la décision d'exclusion***

L'exclusion est prononcée par décision collective des associés statuant à la majorité des voix des associés disposant du droit de vote.

Les associés sont consultés sur l'exclusion à l'initiative du Président ; si le Président est lui-même susceptible d'être exclu, les associés seront consultés à l'initiative de l'associé le plus diligent.

### ***Formalités de la décision d'exclusion***

La décision d'exclusion ne peut intervenir que sous réserve du respect des formalités suivantes :

- notification à l'associé concerné par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée quinze (15) jours avant la date prévue pour la réunion de la collectivité des associés, de la mesure d'exclusion envisagée, des motifs de cette mesure et de la date de la réunion devant statuer sur l'exclusion ; cette notification devant également être adressée à tous les autres associés ;
- convocation de l'associé concerné à une réunion préalable des associés tenue au plus tard quinze (15) jours avant la date prévue pour la consultation des associés sur la décision d'exclusion afin de lui permettre de présenter ses observations et de faire valoir ses arguments en défense soit par lui-même, soit par l'intermédiaire de son ou de ses représentants légaux.

### ***Prise d'effet de la décision d'exclusion***

La décision d'exclusion, qui peut être prise tant en présence qu'en l'absence de l'associé concerné, prend effet à compter de son prononcé. Cette décision doit également statuer sur le rachat des actions de l'associé exclu et désigner le ou les acquéreurs de ces actions ; il est expressément convenu que la cession sera réalisée valablement sans application des clauses d'agrément (et/ou de préemption) prévues aux présents statuts.

La décision d'exclusion est notifiée à l'associé exclu par lettre recommandée avec demande d'avis de réception à l'initiative du Président.

### ***Dispositions communes à l'exclusion de plein droit et à l'exclusion facultative***

L'exclusion de plein droit et l'exclusion facultative entraînent dès le prononcé de la mesure la suspension des droits non pécuniaires attachés à la totalité des actions de l'associé exclu.

La totalité des actions de l'associé exclu doit être cédée dans les trente (30) jours de la décision d'exclusion à toute personne désignée comme il est prévu ci-dessus.

Le prix de rachat des actions de l'associé exclu est déterminé d'un commun accord ou à défaut, à dire d'expert dans les conditions de l'article 1843-4 du Code civil.

## **ARTICLE 17 - NULLITE DES CESSIONS D'ACTIONS**

Toutes les cessions d'actions effectuées en violation des dispositions des articles 12 à 15 des présents statuts sont nulles.

Au surplus, une telle cession constitue un juste motif d'exclusion.

## **ARTICLE 18 - PRESIDENT DE LA SOCIETE**

La Société est représentée, dirigée et administrée par un Président, personne physique ou morale, associé ou non, de la Société.

### ***Désignation***

Le premier Président de la Société est désigné aux termes des présents statuts. Le Président est ensuite désigné par décision collective des associés.

Lorsque le Président est une personne morale, celle-ci doit obligatoirement désigner un représentant permanent personne physique.

### ***Durée des fonctions***

A l'exception du premier président désigné aux termes des présents statuts qui est nommé sans limitation de durée, le Président est nommé pour une durée de 5 ans.

Le Président peut être révoqué à tout moment et sans qu'un juste motif soit nécessaire, par décision collective des associés. La révocation des fonctions de Président n'ouvre droit à aucune indemnité.

Le Président est révoqué de plein droit dans les cas suivants :  
dissolution, mise en redressement ou liquidation judiciaire ou interdiction de gestion du Président personne morale ;  
exclusion du Président associé ;  
interdiction de diriger, gérer, administrer ou contrôler une entreprise ou une personne morale, incapacité ou faillite personnelle du Président personne physique.

### ***Rémunération***

La rémunération du Président est fixée chaque année par décision collective des associés à la majorité des votants.

### ***Pouvoirs***

Le Président dirige la Société et la représente à l'égard des tiers. A ce titre, il est investi de tous les pouvoirs nécessaires pour agir en toute circonstance au nom de la Société, dans la limite de l'objet social, des autorisations conférées par les décisions du Comité Stratégique et des pouvoirs expressément dévolus par les dispositions légales et les présents statuts aux décisions collectives des associés.

Le Président peut, sous sa responsabilité, consentir toutes délégations de pouvoirs à tout tiers pour un ou plusieurs objets déterminés.

## **ARTICLE 19 - DIRECTEUR GENERAL**

### ***Désignation***

Après accord du Comité Stratégique, le Président peut donner mandat à une personne morale ou à une personne physique de l'assister en qualité de Directeur Général. Le Directeur Général est désigné dans les statuts constitutifs. Le Directeur Général est ensuite nommé par décision collective des associés.

Lorsque le Directeur Général est une personne morale, celle-ci doit obligatoirement désigner un représentant permanent personne physique.

Le Directeur Général personne physique peut bénéficier d'un contrat de travail au sein de la Société.

### ***Durée des fonctions***

La durée des fonctions du Directeur Général est fixée dans la décision de nomination sans que cette durée puisse excéder celle des fonctions du Président.

Toutefois, en cas de cessation des fonctions du Président, le Directeur Général reste en fonctions, sauf décision contraire des associés, jusqu'à la nomination du nouveau Président.

Le Directeur Général peut être révoqué à tout moment et sans qu'un juste motif soit nécessaire, par décision des Associés. La révocation des fonctions de Directeur Général n'ouvre droit à aucune indemnité.

En outre, le Directeur Général est révoqué de plein droit dans les cas suivants :

- Dissolution, mise en redressement, liquidation judiciaire ou interdiction de gestion du Directeur Général personne morale ;
- Exclusion du Directeur Général associé ;
- Interdiction de diriger, gérer, administrer ou contrôler une entreprise ou une personne morale, incapacité ou faillite personnelle du Directeur Général personne physique.

### ***Rémunération***

La rémunération du Directeur Général est fixée dans la décision de nomination, sauf pour la rémunération qui résulte de son contrat de travail.

La fixation et la modification de la rémunération du Directeur Général constitue une convention réglementée soumise à la procédure prévue à l'article 21 des statuts.

### ***Pouvoirs***

Sauf limitation fixée par la décision de nomination ou par une décision ultérieure, le Directeur Général dispose des mêmes pouvoirs de direction que le Président.

Le Directeur Général dispose du pouvoir de représenter la Société à l'égard des tiers

Il est précisé que la Société est engagée même par les actes du Directeur Général qui ne relèvent pas de l'objet social, sauf si elle apporte la preuve que le tiers avait connaissance du dépassement de l'objet social ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, la seule publication des statuts ne pouvant suffire à constituer cette preuve.

## **ARTICLE 20 - COMITE STRATEGIQUE**

### ***Membres du Comité Stratégique***

#### ***Désignation - Durée des fonctions***

Le Comité Stratégique est composé de trois membres à neuf membres, personnes physiques ou morales, associés ou non.

Tout associé détenant plus de 10 % du capital est membre de droit du Comité Stratégique.

Les premiers membres du Comité Stratégique sont nommés sans limitation de durée par décision collective des associés. Les membres peuvent ensuite compléter le Comité Stratégique par toute personne physique ou morale qu'ils désigneraient à la majorité.

Les membres personnes morales du Comité Stratégique sont représentés par leurs représentants légaux ou par toutes personnes physiques dûment mandatées.

### ***Révocation***

Les membres du Comité Stratégique peuvent être révoqués à tout moment et sans qu'il soit besoin d'un juste motif. La décision de révocation est prise par décision collective des associés statuant à la majorité des voix des associés disposant du droit de vote.

La révocation n'ouvre droit à aucune indemnisation.

### ***Rémunération***

La rémunération des membres du Comité Stratégique est fixée annuellement par décision collective des associés. Cette rémunération est soumise à la procédure de contrôle des conventions réglementées prévue par les présents statuts.

### ***Président du Comité Stratégique***

#### ***Désignation - Durée des fonctions***

Le Comité Stratégique désigne parmi ses membres un Président nommé sans limitation de durée.

### ***Révocation***

Le Président peut être révoqué à tout moment et sans qu'il soit besoin d'un juste motif, par décision du Comité Stratégique prise à la majorité de ses membres.

La révocation n'ouvre droit à aucune indemnisation.

### ***Réunions du Comité Stratégique***

Le Comité Stratégique est convoqué au minimum une fois par trimestre par le Président. La convocation est effectuée par tous moyens et doit intervenir au moins 15 jours à l'avance, sauf en cas d'urgence ou si tous les membres du Comité renoncent à ce délai.

Les réunions se tiennent en tout lieu mentionné dans la convocation. Toutefois, la présence physique des membres du Comité n'est pas obligatoire et leur participation à la réunion peut intervenir par tout moyen de communication approprié.

Les réunions du Comité Stratégique sont présidées par le Président. En l'absence du Président, le Comité Stratégique désigne la personne appelée à présider la réunion.

### ***Décisions du Comité Stratégique***

Le Comité Stratégique ne délibère valablement que si plus de la moitié de ses membres sont présents ou représentés, et si au moins trois membres participent effectivement à la réunion.

Les décisions du Comité Stratégique sont prises à la majorité simple.

Un membre du Comité Stratégique peut donner une procuration à un autre membre aux fins de le représenter. Un membre du Comité Stratégique ne peut détenir plusieurs pouvoirs.

### ***Procès-verbaux***

Les décisions du Comité Stratégique sont constatées dans des procès-verbaux signés par les membres présents. Les procès-verbaux sont consignés dans un registre spécial coté et paraphé par le Président et conservé au siège social.

### ***Missions du Comité Stratégique***

Le Comité Stratégique bénéficie des mêmes droits d'information et de communication que les associés. Il peut demander à entendre les Commissaires aux comptes de la Société ou leur poser des questions sans restriction ni réserve.

Le Comité Stratégique a pour mission, à l'exclusion de toute immixtion dans la gestion et dans la direction générale de la Société confiée au Président de la Société, d'assurer une surveillance de l'évolution économique et financière de la Société et de ses filiales et de conseiller le Président de la société.

Le comité dispose à cet effet des pouvoirs suivants :

Il est obligatoirement consulté au préalable par le Président de la société pour les décisions suivantes concernant la société et ses filiales :

- Désignation, sur proposition du Président, du Directeur Général ;
  - Achat et vente de valeurs mobilières hors les placements de la trésorerie à court terme, de fonds de commerce, d'immeubles, de prises de participation ;
  - Prise ou mise en location-gérance d'un fonds de commerce ;
  - Nantissement de fonds de commerce ;
  - Octroi de garanties sur l'actif social ;
  - Abandon de créances.
- 
- Il bénéficie d'un droit d'information renforcé sur la situation comptable, financière et sociale de la Société et de ses filiales,
  - Il est consulté et donne son avis sur le budget annuel et le plan de financement prévisionnel,
  - Il formule, à son initiative ou à la demande du Président de la Société, toute proposition sur l'évolution économique ou sur l'organisation financière de la Société et de ses filiales,
  - Il étudie toute question que le Président de la Société peut lui soumettre,
  - Il donne un avis consultatif préalable à l'engagement à prendre par le Président sur tous projets importants sortant du cadre de la gestion courante de la Société et de ses filiales et notamment quant à l'organisation des relations entre la Société et ses filiales,
  - Il peut soumettre à la collectivité des associés toutes décisions ou opérations de nature à modifier sensiblement la nature de l'activité et les conditions de son exercice,
  - Il peut faire sur les propositions de décisions collectives qui doivent lui être adressées toutes observations qui seront remises aux associés.

## **ARTICLE 21 - COMMISSAIRES AUX COMPTES**

Un ou plusieurs Commissaires aux Comptes titulaires sont nommés et exercent leur mission de contrôle conformément à la loi.

Un ou plusieurs Commissaires aux Comptes suppléants appelés à remplacer le ou les titulaires en cas de refus, d'empêchement, de démission ou de décès, sont nommés en même temps que le ou les titulaires pour la même durée.

Les Commissaires aux Comptes sont nommés pour six exercices sociaux ; leurs fonctions expirent à l'issue de la consultation annuelle de la collectivité des associés appelée à statuer sur les comptes du sixième exercice social.

Ils ont pour mission permanente de vérifier les valeurs et les documents comptables de la Société, de contrôler la régularité et la sincérité des comptes sociaux et d'en rendre compte à la Société. Ils ne doivent en aucun cas s'immiscer dans la gestion de la Société.

Les Commissaires aux Comptes sont invités à participer à toute consultation de la collectivité des associés.

## **ARTICLE 22 - REPRESENTATION SOCIALE**

Les délégués du comité d'entreprise, s'il en existe un, exercent les droits prévus par l'article L. 432-6 du Code du travail auprès du Président. A cette fin, celui-ci les réunira une fois par trimestre au moins, et notamment lors de l'arrêté des comptes annuels.

Le comité d'entreprise doit être informé des décisions collectives dans les mêmes conditions que les associés.

Les demandes d'inscription des projets de résolutions présentées par le comité d'entreprise doivent être adressées par tous moyens écrits par un représentant du comité au Président et accompagnées du texte des projets de résolutions.

Elles doivent être reçues au siège social 10 (dix) jours au moins avant la date fixée pour la décision des associés. Le Président accuse réception de ces demandes dans les 5 (cinq) jours de leur réception.

## **ARTICLE 23 - DECISIONS COLLECTIVES**

La collectivité des associés est seule compétente pour prendre les décisions suivantes :

- Approbation des comptes annuels et affectation des résultats,
- Approbation des conventions réglementées,
- Nomination des Commissaires aux Comptes,
- Augmentation, amortissement et réduction du capital social,
- Transformation de la Société,
- Fusion, scission ou apport partiel d'actif,
- Dissolution et liquidation de la Société,
- Agrément des cessions d'actions,
- Inaliénabilité des actions,
- Suspension des droits de vote et exclusion d'un associé ou cession forcée de ses actions,
- Augmentation des engagements des associés,
- Nomination, révocation et rémunération des dirigeants,
- Modification des statuts, sauf transfert du siège social,

Toutes autres décisions relèvent de la compétence du Président.

## **ARTICLE 24 - FORME DES DECISIONS**

Les décisions collectives sont prises, au choix du Président en assemblée générale ou résultent du consentement des associés exprimé dans un acte sous seing privé. Elles peuvent également faire l'objet d'une consultation écrite et être prises par tous moyens de télécommunication électronique.

Toutefois, devront être prises en assemblée générale les décisions relatives à l'approbation des comptes annuels et à l'affectation des résultats, aux modifications du capital social, à des opérations de fusion, scission ou apport partiel d'actif, à l'exclusion d'un associé.

Tout associé a le droit de participer aux décisions collectives, personnellement ou par mandataire, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède. Il doit justifier de son identité et de l'inscription en compte de ses actions au jour de la décision collective.

## **ARTICLE 25 - CONSULTATION ECRITE**

En cas de consultation écrite, le Président adresse à chaque associé, par lettre recommandée, le texte des résolutions proposées ainsi que les documents nécessaires à l'information des associés.

Les associés disposent d'un délai de quinze jours à compter de la réception du projet de résolutions pour transmettre leur vote à l'auteur de la consultation par lettre recommandée.

Tout associé n'ayant pas répondu dans le délai ci-dessus est considéré comme s'étant abstenu.

## **ARTICLE 26 - ASSEMBLEE GENERALE**

Les assemblées générales sont convoquées, soit par le Président, soit par un mandataire désigné par le Président du Tribunal de commerce statuant en référé à la demande d'un ou plusieurs associés réunissant cinq pour cent au moins du capital ou à la demande du comité d'entreprise en cas d'urgence, soit par le Commissaire aux Comptes.

Pendant la période de liquidation, l'Assemblée est convoquée par le liquidateur.

La convocation est effectuée par tous procédés de communication écrite quinze jours avant la date de la réunion et mentionne le jour, l'heure, le lieu et l'ordre du jour de la réunion.

Toutefois, l'Assemblée Générale se réunit valablement sur convocation verbale et sans délai si tous les associés y consentent.

L'ordre du jour est arrêté par l'auteur de la convocation.

Un ou plusieurs associés représentant au moins 5 % du capital ont la faculté de requérir l'inscription à l'ordre du jour de l'Assemblée de projets de résolutions par tous moyens de communication écrite. Ces demandes doivent être reçues au siège social dix jours au moins avant la date de la réunion. Le Président accuse réception de ces demandes dans les cinq jours de leur réception.

L'Assemblée ne peut délibérer sur une question qui n'est pas à l'ordre du jour. Elle peut cependant, en toutes circonstances, révoquer le Président, un ou plusieurs dirigeants, et procéder à leur remplacement.

Les associés peuvent se faire représenter aux délibérations de l'Assemblée par un autre associé ou par un tiers. Chaque mandataire peut disposer d'un nombre illimité de mandats.

Les mandats peuvent être donnés par tous procédés de communication écrite, et notamment par télécopie.

Une feuille de présence est émise par les associés présents et les mandataires et à laquelle sont annexés les pouvoirs donnés à chaque mandataire. Elle est certifiée exacte par le bureau de l'Assemblée.

Les réunions des assemblées générales ont lieu au siège social ou en tout autre endroit indiqué dans la convocation.

Pour pouvoir valablement délibérer, l'Assemblée Générale doit réunir au minimum 50 % des droits de votes, présents ou représentés.

L'Assemblée est présidée par le Président ou, en son absence par un associé désigné par l'Assemblée.

L'Assemblée désigne un secrétaire qui peut être pris en dehors de ses membres.

#### **ARTICLE 27 - REGLES DE MAJORITE**

Le droit de vote attaché aux actions est proportionnel à la quotité de capital qu'elles représentent. Chaque action donne droit à une voix.

Les décisions collectives entraînant modification des statuts, à l'exception de celles pour lesquelles l'unanimité est exigée par la loi, seront prises à la majorité des 2/3. Les autres décisions seront prises à la majorité de moitié.

#### **ARTICLE 28 - PROCES-VERBAUX DES DECISIONS COLLECTIVES**

Les décisions collectives prises en assemblée sont constatées par des procès-verbaux signés par le Président et le secrétaire et établis sur un registre spécial, ou sur des feuillets mobiles numérotés.

Les procès-verbaux doivent indiquer le lieu et la date de la consultation, l'identité des associés présents et représentés et celle de toute autre personne ayant assisté à tout ou partie des délibérations, les documents et informations communiqués préalablement aux associés, un exposé des débats ainsi que le texte des résolutions et pour chaque résolution le résultat du vote.

En cas de décision collective résultant du consentement unanime des associés exprimé dans un acte, cet acte doit mentionner les documents et informations communiqués préalablement aux associés. Il est signé par tous les associés et retranscrit sur le registre spécial ou les feuillets numérotés.

Les copies ou extraits des procès-verbaux des décisions collectives sont valablement certifiés par le Président, ou un fondé de pouvoir habilité à cet effet.

## **ARTICLE 29 - DROIT D'INFORMATION DES ASSOCIES**

Quel que soit le mode de consultation, toute décision des associés doit faire l'objet d'une information préalable comprenant l'ordre du jour, le texte des résolutions et tous documents et informations leur permettant de se prononcer en connaissance de cause sur la ou les résolutions soumises à leur approbation.

Les rapports établis par le Président doivent être communiqués aux frais de la Société aux associés quinze jours avant la date de la consultation, ainsi que les comptes annuels et, le cas échéant, les comptes consolidés du dernier exercice lors de la décision collective statuant sur ces comptes.

Les associés peuvent, à toute époque, consulter au siège social, et, le cas échéant prendre copie, des statuts à jour de la Société ainsi que, pour les trois derniers exercices, des registres sociaux, de l'inventaire et des comptes annuels, du tableau des résultats des cinq derniers exercices, des comptes consolidés, des rapports et documents soumis aux associés à l'occasion des décisions collectives.

## **ARTICLE 30 - EXERCICE SOCIAL**

Chaque exercice social a une durée d'une année, qui commence le premier janvier et finit le trente et un décembre.

## **ARTICLE 31 - INVENTAIRE - COMPTES ANNUELS**

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales, conformément à la loi et aux usages du commerce.

A la clôture de chaque exercice, le Président dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date.

Il dresse également le bilan décrivant les éléments actifs et passifs et faisant apparaître de façon distincte les capitaux propres, le compte de résultat récapitulant les produits et les charges de l'exercice, ainsi que l'annexe complétant et commentant l'information donnée par le bilan et le compte de résultat.

Il est procédé, même en cas d'absence ou d'insuffisance du bénéfice, aux amortissements et provisions nécessaires. Le montant des engagements cautionnés, avalisés ou garantis est mentionné à la suite du bilan.

Le Président établit un rapport de gestion contenant les indications fixées par la loi.

En application des dispositions de l'article L. 225-184 du Code de commerce, il établit un rapport spécial qui informe chaque année la collectivité des associés des opérations réalisées dans le cadre des options de souscription ou d'achat d'actions consenties par la Société à chacun des mandataires sociaux.

Tous ces documents sont mis à la disposition du ou des Commissaires aux Comptes de la Société dans les conditions légales et réglementaires.

Dans les six mois de la clôture de l'exercice ou, en cas de prolongation, dans le délai fixé par décision de justice, les associés doivent statuer par décision collective sur les comptes annuels, au vu du rapport

de gestion et des rapports du ou des Commissaires aux Comptes et, le cas échéant, sur les comptes consolidés, au vu du rapport de gestion du groupe et des rapports des Commissaires aux Comptes.

### **ARTICLE 32 - AFFECTATION ET REPARTITION DU RESULTAT**

Le compte de résultat qui récapitule les produits et charges de l'exercice fait apparaître par différence, après déduction des amortissements et des provisions, le bénéfice ou la perte de l'exercice clos.

Sur le bénéfice de l'exercice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé cinq pour cent au moins pour constituer le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve atteint le dixième du capital social ; il reprend son cours lorsque, pour une cause quelconque, la réserve légale est descendue au-dessous de ce dixième.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice diminué des pertes antérieures et des sommes à porter en réserve, en application de la loi et des statuts, et augmenté du report bénéficiaire.

Sur ce bénéfice, la collectivité des associés peut prélever toutes sommes qu'elle juge à propos d'affecter à la dotation de tous fonds de réserves facultatives, ordinaires ou extraordinaires, ou de reporter à nouveau.

Le solde, s'il en existe, est réparti entre tous les associés proportionnellement à leurs droits dans le capital.

En outre, la collectivité des associés peut décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves disponibles, en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur les bénéfices de l'exercice.

Hors le cas de réduction du capital, aucune distribution ne peut être faite aux associés lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient à la suite de celle-ci, inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la loi ou les statuts ne permettent pas de distribuer. L'écart de réévaluation n'est pas distribuable. Il peut être incorporé en tout ou partie au capital.

Les pertes, s'il en existe, sont après l'approbation des comptes par la collectivité des associés, reportées à nouveau, pour être imputées sur les bénéfices des exercices ultérieurs jusqu'à extinction.

### **ARTICLE 33 - PAIEMENT DES DIVIDENDES - ACOMPTES**

Les modalités de mise en paiement des dividendes en numéraire sont fixées par décision collective des associés ou, à défaut, par le Président.

Toutefois, la mise en paiement des dividendes en numéraire doit avoir lieu dans un délai maximal de neuf mois après la clôture de l'exercice, sauf prolongation de ce délai par autorisation de justice.

Lorsqu'un bilan établi au cours ou à la fin de l'exercice et certifié par un Commissaire aux Comptes fait apparaître que la Société, depuis la clôture de l'exercice précédent, après constitution des amortissements et provisions nécessaires et déduction faite s'il y a lieu des pertes antérieures ainsi que des sommes à porter en réserve, en application de la loi ou des statuts, a réalisé un bénéfice, il peut être distribué sur décision du Président des acomptes sur dividende avant l'approbation des comptes de l'exercice. Le montant de ces acomptes ne peut excéder le montant du bénéfice ainsi défini.

La collectivité des associés statuant sur les comptes de l'exercice clos a la faculté d'accorder à chaque associé, pour tout ou partie du dividende mis en distribution ou des acomptes sur dividende, une option entre le paiement du dividende en numéraire ou en actions.

L'offre de paiement du dividende en actions doit être faite simultanément à chaque associé. Le prix des actions ainsi émises, qui ne peut être inférieur au montant nominal, est fixé dans les conditions visées à l'article L. 232-19 du Code de commerce ; lorsque le montant des dividendes auquel il a droit ne correspond pas à un nombre entier d'actions, l'associé peut obtenir le nombre d'actions immédiatement supérieur en versant dans le délai d'un mois la différence en numéraire ou recevoir le nombre d'actions immédiatement inférieur complété d'une soulte en numéraire.

La demande de paiement du dividende en actions doit intervenir dans un délai fixé par la collectivité des associés, sans qu'il puisse être supérieur à trois mois à compter de la décision ; l'augmentation de capital de la Société est réalisée du seul fait de cette demande et ne donne pas lieu aux formalités prévues aux articles L. 225-142, L. 225-144 et L. 225-146 du Code de commerce.

Aucune répétition de dividende ne peut être exigée des associés sauf lorsque la distribution a été effectuée en violation des dispositions légales et que la Société établit que les bénéficiaires avaient connaissance du caractère irrégulier de cette distribution au moment de celle-ci ou ne pouvaient l'ignorer compte tenu des circonstances. Le cas échéant, l'action en répétition est prescrite trois ans après la mise en paiement de ces dividendes.

Les dividendes non réclamés dans les cinq ans de leur mise en paiement sont prescrits.

#### **ARTICLE 34 - CAPITAUX PROPRES INFÉRIEURS A LA MOITIÉ DU CAPITAL SOCIAL**

Si, du fait des pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la Société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le Président doit, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, consulter la collectivité des associés, à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la Société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit être, sous réserve des dispositions légales relatives au capital minimum, et dans le délai fixé par la loi, réduit d'un montant égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves si, dans ce délai, les capitaux propres ne sont pas redevenus au moins égaux à la moitié du capital social.

Dans tous les cas, la décision collective des associés doit être publiée dans les conditions légales et réglementaires.

En cas d'inobservation de ces prescriptions, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la Société. Il en est de même si la collectivité des associés n'a pu délibérer valablement. Toutefois, le tribunal ne peut prononcer la dissolution si, au jour où il statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

#### **ARTICLE 35 - TRANSFORMATION DE LA SOCIÉTÉ**

La société peut se transformer en société d'une autre forme.

La décision de transformation est prise collectivement par les associés, sur le rapport du Commissaire aux Comptes de la Société, lequel doit attester que les capitaux propres sont au moins égaux au capital social.

La transformation en société en nom collectif nécessite l'accord de tous les associés. En ce cas, les conditions prévues ci-dessus ne sont pas exigibles.

La transformation en société en commandite simple ou par actions est décidée dans les conditions prévues pour la modification des statuts et avec l'accord de chacun des associés qui acceptent de devenir commandités en raison de la responsabilité solidaire et indéfinie des dettes sociales.

La transformation en société à responsabilité limitée est décidée dans les conditions prévues pour la modification des statuts des sociétés de cette forme.

La transformation qui entraînerait, soit l'augmentation des engagements des associés, soit la modification des clauses des présents statuts exigeant l'unanimité des associés devra faire l'objet d'une décision unanime de ceux-ci.

### **ARTICLE 36 - DISSOLUTION - LIQUIDATION**

La société est dissoute dans les cas prévus par la loi et, sauf prorogation, à l'expiration du terme fixé par les statuts, ou à la suite d'une décision collective des associés prise dans les conditions fixées par les présents statuts.

Un ou plusieurs liquidateurs sont alors nommés par cette décision collective.

Le liquidateur représente la Société. Il est investi des pouvoirs les plus étendus pour réaliser l'actif, même à l'amiable. Il est habilité à payer les créanciers et à répartir le solde disponible entre les associés.

La collectivité des associés peut l'autoriser à continuer les affaires en cours ou à en engager de nouvelles pour les besoins de la liquidation.

Le produit net de la liquidation, après remboursement à chacun des associés du montant nominal et non amorti de leurs actions, est réparti entre les associés en proportion de leur participation dans le capital social.

Les pertes, s'il en existe, sont supportées par les associés jusqu'à concurrence du montant de leurs apports.

En cas de réunion de toutes les actions en une seule main, la dissolution de la Société entraîne, lorsque l'associé unique est une personne morale, la transmission universelle du patrimoine de la Société à l'associé unique, conformément aux dispositions de l'article 1844-5 du Code civil.

### **ARTICLE 37 - CONTESTATIONS**

Toutes les contestations qui pourraient s'élever pendant la durée de la Société ou lors de sa liquidation, soit entre la Société et les associés titulaires de ses actions, soit entre les associés titulaires d'actions eux-mêmes, concernant les affaires sociales, l'interprétation ou l'exécution des présents statuts, sera tranchée par un expert désigné conformément aux dispositions de l'article 1843-4 du Code Civil.

L'actionnaire ayant notifié qu'il entendait recourir à une expertise devra, dans les quinze (15) jours de cette notification, proposer un expert à l'autre partie.

Si, dans un délai de quinze (15) jours, l'expert proposé n'est pas agréé par l'autre partie ou si, en cas de pluralité de demandeurs, un accord n'est pas obtenu sur le choix d'un expert unique, l'expert sera désigné par voie de justice à la requête de la partie la plus diligente.

Du jour de sa nomination, l'expert disposera d'un délai de quarante cinq (45) jours, sauf prorogation décidée d'un commun accord entre toutes les parties concernées, pour exécuter sa mission et remettre son rapport simultanément à toutes les parties. Ce rapport ne sera soumis à aucune condition de forme.

La décision de l'expert ne pourra faire l'objet d'aucun recours.

### **STATUTS MIS A JOUR LE 14/06/2013**

# EVAMED

DÉPÔT DU :
28 JUIN 2013
GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE DE CAEN

SAS au capital de 149 079 €  
Siège Social : Immeuble Emergence  
7 rue Alfred Kastler - 14000 CAEN  
RCS CAEN B 483 206 066

registré à : SIE - ENREGISTREMENT - CAEN NORD  
: 1906/2013 Bordereau n°2013/1 584 Case n°22  
Régistrement : 375 € Pénalités :  
Au liquidé : trois cent soixante-quinze euros  
Montant reçu : trois cent soixante-quinze euros  
Agent des impôts

Ext 6926

## PROCES-VERBAL DES DELIBERATIONS DE L'ASSEMBLEE GENERALE DU 14 JUIN 2013

Claude COMMIEN  
Agent Administratif Principal  
des Finances Publiques

*L'an deux mil treize  
Le quatorze juin  
A seize heures*

Les associés de la Société **EVAMED**, Société par Actions Simplifiée au capital de 149 079 €, divisé en 49 693 actions, se sont réunis en Assemblée Générale, au siège social de la Société, sur convocation de la gérance.

Il a été établi une feuille de présence signée par les associés présents en entrant en séance.

### Sont présents ou représentés :

- |                                       |                |
|---------------------------------------|----------------|
| ▪ Monsieur Fabien LECLERCQ possédant  | 34 647 actions |
| ▪ Monsieur Sylvain LECLERCQ possédant | 5 683 actions  |
| ▪ Monsieur Bernard LECLERCQ possédant | 165 actions    |
| ▪ SAS « NCI GESTION » possédant       | 9198 actions   |

associés de la société et représentant en tant que tels la totalité des actions émises par la société.

L'Assemblée est déclarée régulièrement constituée et peut valablement délibérer.

L'Assemblée est présidée par Monsieur Fabien LECLERCQ, Président de la société.

La société SOREC, Commissaire aux Comptes Titulaire, régulièrement convoquée est

Le Président rappelle que l'Assemblée est appelée à délibérer sur l'ordre du jour suivant :

### ORDRE DU JOUR

- Lecture du rapport de gestion établi par le Président
- Lecture du rapport général du Commissaire aux Comptes
- Approbation des comptes de l'exercice clos le **31 décembre 2012** et quitus au Président
- Affectation du résultat de l'exercice
- Lecture du rapport spécial du Commissaire aux Comptes sur les conventions entre la société et son dirigeant ou associés
- Rémunération du Président
- Renouvellement du mandat des Commissaires aux comptes
- Augmentation de capital réservée aux salariés
- Augmentation du capital social par apport en numéraire
- Modification corrélative des statuts
- Création de Bons de Souscription de Parts de Créateur d'Entreprise (BSPCE)
- Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités

*S* *A*

Le Président dépose sur le bureau et met à la disposition des membres de l'Assemblée :

- la copie et l'avis de réception de la lettre de convocation du Commissaire aux Comptes,
- la feuille de présence,
- l'inventaire et les comptes annuels arrêtés au **31 décembre 2012**,
- le rapport de gestion établi par le Président,
- le rapport spécial sur les conventions visées à l'article L262.11 al 2 de la loi du 03/01/1994,
- le rapport général du Commissaire aux Comptes,
- le texte du projet des résolutions qui sont soumises à l'Assemblée.

Le Président déclare que les documents et renseignements prévus par les dispositions législatives et réglementaires ont été adressés aux actionnaires ou tenus à leur disposition au siège social pendant le délai fixé par lesdites dispositions.

L'Assemblée lui donne acte de ces déclarations.

Le Président présente et commente les comptes de l'exercice écoulé avant de donner lecture à l'Assemblée du rapport de gestion établi par le Président, puis du rapport général du Commissaire aux Comptes et de son rapport spécial sur les conventions visées à l'article L.262.11 al 2 de la loi du 03/01/1994.

Cette lecture terminée, le Président déclare la discussion ouverte. Diverses observations sont échangées. Puis personne ne demandant plus la parole, le Président met successivement aux voix les résolutions suivantes :

### PREMIERE RESOLUTION

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture du rapport de gestion et le rapport du commissaire aux comptes, approuve définitivement l'inventaire et les comptes annuels, à savoir le bilan, le compte de résultat et l'annexe, arrêtés le **31 décembre 2012**, tels qu'ils lui ont été présentés, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans ce rapport faisant apparaître un **bénéfice de 91 537 €**.

En conséquence, elle donne au Président quitus de sa gestion pour l'exercice clos le 31 décembre 2012.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

### DEUXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale décide d'affecter le bénéfice de l'exercice, soit **91 537 €** comme suit :

- A la « *Réserve Légale* » ..... 4 577 €
- Au compte « *Report à Nouveau* » ..... 86 960 €

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

### TROISIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture du rapport spécial du Commissaire aux Comptes sur les conventions visées à l'article L227-10 du Code du Commerce et statuant sur ce rapport, prend acte qu'il n'est pas intervenu de nouvelles conventions réglementées au cours de l'exercice.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

## QUATRIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale approuve la rémunération de Monsieur Fabien LECLERCQ en sa qualité de Président, soit 39 150 € brut pour l'exercice clos le 31/12/2012.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

## CINQUIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale prend acte que les mandats de la société « SOREC » et de Madame Catherine LAVALLEY, respectivement Commissaire aux Comptes Titulaire et Suppléant, arrivent à expiration au titre du présent exercice et décide de les renouveler dans leurs fonctions, et ce pour une durée de 6 exercices.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

## SIXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance :

- du rapport du Président,
- du rapport spécial du Commissaire aux comptes,

constatant que la Société remplit l'ensemble des conditions requises pour l'émission de bons de souscription de parts de créateurs d'entreprise dans les conditions prévues à l'article 163 bis G du Code Général des Impôts,

**autorise** le Président à procéder, en une ou plusieurs fois, à l'émission d'un nombre maximum de 5 000 bons de souscription de parts de créateur d'entreprise (ci-après désignés les "BSPCE" ou les "BSPCE"), donnant chacun droit à la souscription d'une action de la Société.

**décide** que les actions souscrites par exercice des BSPCE devront être intégralement libérées lors de leur souscription par versement en numéraire,

**décide** que, conformément à l'article 163 bis G-II du Code Général des Impôts, les BSPCE seront incessibles. Ils seront émis sous la forme nominative et feront l'objet d'une inscription en compte,

**Indique** qu'en application des dispositions des articles L. 228-91 et L. 225-132 du Code de commerce, la présente décision emporte au profit des porteurs de BSPCE renonciation des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription des actions auxquels les BSPCE donnent droit,

**décide**, en conséquence de l'émission des BSPCE, d'autoriser le Président à augmenter le capital d'un montant maximum de 15 000 € correspondant à au plus 5 000 actions de 3 € de valeur nominale chacune, du fait de l'exercice de tout ou partie des BSPCE émis.

**Arrête** les termes et conditions du règlement du plan des 5 000 BSPCE comme suit :

### ***1. Inscription***

*Les BSPCE seront dès leur attribution inscrits en compte nominatif au nom de son titulaire (ci-après le "Bénéficiaire").*

### ***2. Délai d'exercice***

*Les BSPCE devront être exercés par le Bénéficiaire dans un délai maximal expirant au 31/12/2015 (ci-après le "Délai d'Exercice"), étant précisé que les BSPCE qui n'auraient pas été exercés à l'expiration de cette période seront automatiquement et de plein droit caducs.*

### ***3. Conditions d'exercice des BSPCE***

*Chaque Bénéficiaire pourra exercer, les BSPCE qui lui auront été attribués gratuitement dans les conditions suivantes :*

Chaque bénéficiaire pourra décider d'exercer, en tout ou partie et en une ou plusieurs fois, les BSPCE qui lui auront été consentis, et ce jusqu'à l'expiration du Délai d'Exercice, sous réserve de ce qui est prévu au paragraphe ci-dessous.

Les BSPCE pouvant être exercés en application de l'article ci-dessus devront en tout état de cause être exercés par les Bénéficiaires à peine de caducité automatique et de plein droit.

(a) le jour de la cessation effective des fonctions du Bénéficiaire au sein de la Société, et/ou des sociétés qu'elle contrôle au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce, qu'elle qu'en soit la cause (démission, rupture conventionnelle, révocation ou licenciement),

(b) dans les six (6) mois suivant le jour de la survenance d'une incapacité du Bénéficiaire correspondant à la deuxième ou troisième des catégories prévues à l'article L. 341-4 du Code de commerce ou de son décès,

étant précisé, que les délais ci-dessus n'ont pas pour effet de prolonger le Délai d'Exercice des BSPCE au delà du 31/12/2015.

Les BSPCE dont un Bénéficiaire viendrait à être déchu dans les conditions stipulées au paragraphe ci-dessus ne lui donneront aucun droit à un quelconque dédommagement de la part de la Société pour la perte desdits BSPCE.

Le nombre des BSPCE pouvant ainsi être exercé sera toujours arrondi au nombre entier inférieur.

#### **4 Modalités d'exercice des BSPCE**

Pour qu'un BSPCE soit valablement exercé, la demande d'attribution des actions auxquelles il donne droit (constituée par un bulletin de souscription) devra être adressée par courrier recommandé avec avis de réception ou lettre remise en main propre et parvenue à la Société au plus tard à la date d'expiration dudit BSPCE à minuit,

#### **5. Inaccessibilité des droits attachés aux BSPCE**

Les droits attachés aux BSPCE attribués sont, en toute hypothèse, individuels et incessibles.

#### **6. Prix d'exercice des BSPCE**

Chaque BSPCE permettra de souscrire à une action de 3 € de valeur nominale, au prix unitaire correspondant à sa valeur nominale.

Le prix sera payable, par le Bénéficiaire, en totalité à la date d'exercice des BSPCE par règlement comptant par chèque ou par virement.

#### **7. Administration des actions souscrites par le Bénéficiaire de bons**

Les actions de la Société souscrites et libérées par l'exercice des BSPCE sont automatiquement, exclusivement et de plein droit mises au nominatif pur au nom du Bénéficiaire dans le registre des titres de la Société.

#### **8. Droits de l'actionnaire**

Dès qu'il aura exercé tout ou partie de ses BSPCE et qu'il aura été inscrit en compte nominatif pur, le Bénéficiaire pourra exercer, tous les droits attachés aux actions effectivement souscrites ; les actions donneront droit, à compter de leur inscription en compte nominatif pur, à tout dividende dont la distribution sera décidée à compter de cette même date.

#### **9. Information du Bénéficiaire et modalités d'exercice des BSPCE**

Le Bénéficiaire sera informé de l'attribution des BSPCE, au moyen d'un courrier recommandé avec accusé de réception, ou remis en mains propres, précisant le nombre de BSPCE qui lui est attribué, le nombre d'actions correspondant, le prix de souscription déterminé et les modalités particulières attachées à ces bons.

## **10. Protection du Bénéficiaire de BSPCE**

*En application de l'article L. 228-98 du Code de commerce, en cas de réduction de capital motivée par des pertes par voie de diminution du nombre des actions ou du montant nominal composant le capital, les droits du Bénéficiaire des BSPCE quant au nombre d'actions à recevoir sur exercice des BSPCE seront réduits en conséquence comme si ledit Bénéficiaire avait été actionnaire dès la date d'émission des BSPCE. Le cas échéant, la prime d'émission est augmentée du montant de la diminution de la valeur nominale.*

*En outre :*

- *en cas de réduction de capital non motivée par des pertes par voie de diminution de la valeur nominale des actions, le prix de souscription des actions auxquelles les BSPCE donnent droit sera réduit à due concurrence ;*
- *en cas de réduction de capital non motivée par des pertes par voie de diminution du nombre des actions, le Bénéficiaire des BSPCE, s'il exerce ses BSPCE, pourra demander le rachat de ses actions dans les mêmes conditions que s'il avait été actionnaire au moment du rachat par la Société de ses propres actions.*

*Par ailleurs, pour le cas où il serait nécessaire de procéder à l'ajustement prévu à l'article L. 228-99 3° du Code de commerce, l'ajustement serait réalisé en appliquant la méthode prévue à l'article R. 228-91 du Code de commerce, étant précisé que la valeur du droit préférentiel de souscription comme la valeur de l'action avant détachement du droit de souscription seraient, si besoin était, déterminées par le Président en fonction du prix de souscription, d'échange ou de vente par action retenu lors de la dernière opération significative intervenue sur le capital de la Société (augmentation de capital, apport de titres, vente d'actions, etc.) au cours des six (6) mois précédant la décision du Président ou, à défaut de réalisation d'une telle opération au cours de cette période, en fonction de tout autre paramètre financier qui apparaîtra pertinent au Président, et qui sera validé par le commissaire aux comptes de la Société,*

*Il est précisé que la Société est autorisée à modifier sa forme, son objet social et les règles de répartition de ses bénéfices ainsi qu'à amortir son capital et émettre des actions de préférence (d'une catégorie déjà existante ou nouvelle) ainsi qu'il est prévu par l'article L. 228-98 du Code de commerce, ainsi qu'à imposer au Bénéficiaire des BSPCE le rachat ou le remboursement de ses droits ainsi qu'il est prévu à l'article L. 228-102 du Code de commerce.*

*Enfin, il est précisé qu'en cas de fusion par voie d'absorption de la Société, le Bénéficiaire des BSPCE sera averti et recevra les mêmes informations que s'il était actionnaire afin de pouvoir, s'il le souhaite, exercer son droit à la souscription d'actions si les conditions en sont remplies.*

## **11. Représentation des titulaires des BSPCE**

*Conformément aux dispositions de l'article L. 228-103 du Code de commerce, les titulaires des BSPCE seront groupés de plein droit, pour la défense de leurs intérêts communs, en une masse jouissant de la personnalité civile conformément aux dispositions des articles L. 228-47 à L. 228-64, L. 228-66 et L. 228-90 et suivants Code de commerce.*

L'Assemblée Générale décide de donner tous pouvoirs au Président à l'effet de :

- déterminer les attributaires des BSPCE avant le 31/12/2015, en conformité avec les prescriptions de l'article 163bis G du Code Général des impôts, étant précisé que seuls les salariés et dirigeants ayant six (6) mois d'ancienneté pourront se voir octroyer des BSPCE ; il est précisé que l'octroi de BSPCE au Président devra être préalablement approuvé par l'Assemblée Générale ;
- déterminer les modalités d'émission et le nombre de bons de souscription de créateur d'entreprise à émettre, en une ou plusieurs tranches dans la limite de 5 000 BSPCE ;
- émettre et attribuer les BSPCE ;
- fixer les conditions et modalités d'exercice des BSPCE (notamment, le calendrier d'exercice des BSPCE qui pourra varier selon les Bénéficiaires et dans le respect de la durée d'exercice au 31/12/2015) ;
- recueillir les souscriptions aux actions résultant de l'exercice de BSPCE et les versements y afférents ;

- constater l'augmentation de capital correspondante ;
- modifier les statuts en conséquence et, généralement, faire tout ce qui sera nécessaire ;
- prendre toute disposition pour assurer la protection des porteurs des BSPCE en cas d'opération financière concernant la Société, et ce conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur ;
- d'une manière générale, prendre toute mesure et effectuer toute formalité utile à l'émission ci-avant.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

### SEPTIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale, connaissance prise des articles L 225-129-6 al.2 du Code de Commerce et L 443-5 du Code du Travail sur l'épargne salariale, propose une augmentation de capital en numéraire réservée aux salariés, en une seule fois, à concurrence d'un montant maximal égal à 3% du capital actuel et donne délégation au Président à l'effet de réaliser celle-ci.

Cette résolution est rejetée.

### HUITIEME RESOLUTION

L'Assemblée générale décide d'augmenter son capital social actuellement de 149 079 € d'un montant de 1 917 € par création de 639 actions de 3 € de valeur nominale émises au prix de 31,30 €, soit une prime d'émission de 28,30 € par action et un apport global de 20 000 €.

La « FCPR NORMANDIE CREATION », Monsieur Bernard LECLERCQ et Monsieur Fabien LECLERCQ ont renoncé à souscrire à cette augmentation de capital.

Les 639 actions nouvelles sont souscrites par Monsieur Sylvain LECLERCQ.

L'Assemblée générale constate que la somme de 20 000 € a été intégralement libérée sur un compte bancaire d'augmentation de capital ouvert à cet effet.

En conséquence, la présente augmentation de capital est définitivement réalisée.

Il en résulte un capital social de 150 996 € divisé en 50 332 actions.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

### NEUVIEME RESOLUTION

En conséquence de la résolution qui précède, l'Assemblée Générale décide de modifier l'article 7 des statuts comme suit :

#### « ARTICLE 7 – CAPITAL SOCIAL

*Le capital social est fixé à la somme de CENT CINQUANTE MILLE NEUF CENT QUATRE VINGT SEIZE EUROS (150 996 €). Il est divisé en 50 332 actions de 3 €. »*

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

## DIXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture :

- du rapport du Président,
- du rapport spécial du Commissaire aux comptes,

décide de supprimer le droit préférentiel de souscription réservé aux actionnaires par l'article L. 225-132 du Code de commerce et d'attribuer le droit de souscription aux 5 000 BSPCE à émettre aux salariés et dirigeants, soumis au régime fiscal des salariés, de la Société.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

## ONZIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale donne tous pouvoirs au porteur de copies ou d'extraits du présent procès-verbal pour remplir toutes formalités de droit.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

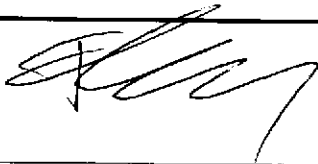
\*\*\*\*

L'ordre du jour étant épuisé et personne ne demandant plus la parole, le Président déclare la séance levée.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui, après lecture, a été signé par le Président et les associés présents ou représentés.

Le Président :

Fabien LECLERCQ



Sylvain LECLERCQ

Bernard LECLERCQ

NCI GESTION